

Le commerce de gros en Polynésie Française

INTRODUCTION

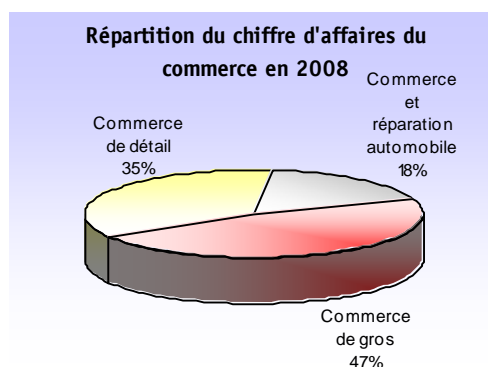
Le secteur du commerce occupe une place prépondérante dans l'économie polynésienne. Premier employeur du secteur privé, il contribue à hauteur de 16 % à la formation du produit intérieur brut de la Polynésie française. Si la branche du commerce de détail demeure la plus importante en nombre d'entreprises et d'effectifs, le commerce de gros connaît un volume d'activité plus élevé.

L'analyse des indicateurs du secteur montre une évolution favorable du volume d'activité du commerce de gros depuis 2004, soutenue par le dynamisme du commerce de produits non alimentaires. La hausse du chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'est accompagnée d'une amélioration perceptible de leur rentabilité entre 2005 et 2007. Ces bons résultats ont permis de consolider la structure financière de ces entreprises.

Toutefois, le dynamisme du secteur reste principalement conditionné par la vigueur de la consommation des ménages. Dans le contexte récent de poussée inflationniste et de ralentissement économique, les perspectives du commerce de gros semblent donc moins favorables.

LES CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES DU SECTEUR

En 2008, les entreprises du commerce de gros ont réalisé un chiffre d'affaires de 178,5 milliards de F CFP, soit 47 % du volume d'activité du secteur du commerce, précédant le commerce de détail (135 milliards de F CFP). Pourtant, les grossistes sont devancés par les détaillants en termes de nombre d'entreprises (1.339, contre 2.192) et d'effectifs salariés (3.575, contre 5.497).



Source : ISPF

L'activité du commerce de gros se décompose en trois grands sous-secteurs, en lien avec la nature des produits commercialisés :

Le commerce de gros en 2008

	Chiffre d'affaires (1)	Nombre d'entreprises	Effectifs
Alimentaire	50,6	207	995
Non alimentaire	114,1	941	1 925
Inter-industriel	13,8	191	541
TOTAL	178,5	1339	3461

Source : ISPF

(1) en milliards de F CFP

Le commerce de gros non alimentaire constitue la première branche d'activité du secteur en termes de chiffre d'affaires (114 milliards de F CFP en 2008), mais aussi parce qu'il rassemble le plus grand nombre d'entreprises (941) et compte les plus larges effectifs (1.930). Il est composé d'une multitude de grossistes commercialisant les produits les plus divers (textiles, produits pharmaceutiques, matériaux de construction, hydrocarbures, appareils ménagers, jouets ...). La plupart d'entre eux sont de taille modeste et développent leur activité sur des marchés de niche.

Le commerce de gros alimentaire regroupe un nombre plus réduit d'entreprises mais d'une taille moyenne plus élevée en raison d'un phénomène de concentration plus important dans le domaine alimentaire.

Enfin, le commerce de gros inter-industriel est composé d'entreprises spécialisées dans la vente de machines, de matériel électrique et d'équipement industriel.

Principaux sous-secteurs du commerce de gros en 2008

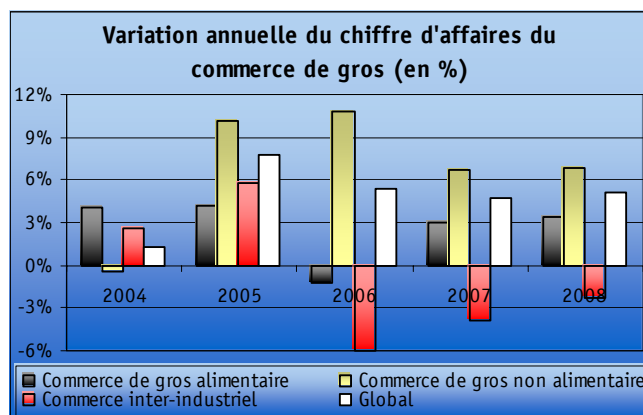
Produits commercialisés	Chiffre d'affaires (1)	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires moyen (1)
Combustibles	50 788	4	12 697
Produits alimentaires non spécialisés	21 693	14	1 549
Boissons	10 658	12	888
Produits pharmaceutiques	7 521	14	537
Tabac	6 340	4	1 585

Source : ISPF

(1) en millions de F CFP

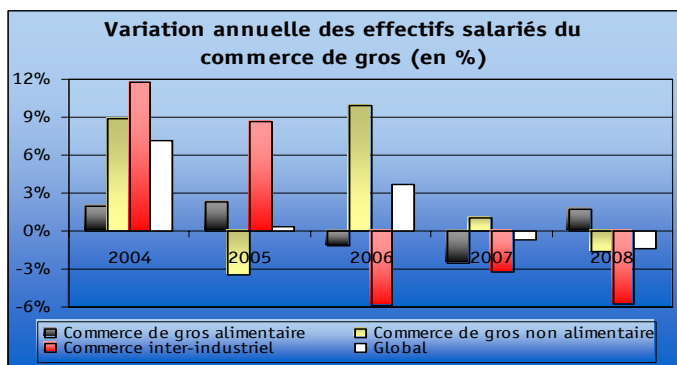
L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU SECTEUR ENTRE 2004 ET 2008

Entre 2004 et 2008, le chiffre d'affaires des entreprises du commerce de gros a crû en moyenne de 5 % par an. Le secteur est porté par la vigueur du commerce non alimentaire qui affiche depuis quatre ans un taux de croissance supérieur à 6 %, en particulier grâce à la commercialisation d'hydrocarbures (+ 19 % en 2008) et de biens d'équipement du foyer (+ 30 % en 2007 et + 24 % en 2008). Les grossistes en produits pharmaceutiques ont également affiché un certain dynamisme sur la période (+ 11 % en 2006 et + 7 % en 2007). Le commerce de gros alimentaire a enregistré un taux de progression de son activité plus modérée, de l'ordre de 2,5 % en moyenne par an. Pour sa part, le commerce de gros d'équipement industriel a vu son activité décliner depuis 2006, en raison du ralentissement de l'activité du secteur de la construction.



Les effectifs salariés du secteur ont subi de nombreuses fluctuations au cours des cinq dernières années, suivant le mouvement imprimé par le commerce de gros non alimentaire, qui employait en 2008 plus de la moitié du personnel du secteur. Entre 2004 et 2008, ses effectifs n'ont augmenté en moyenne que de 1,4 % par an, malgré une baisse enregistrée en 2005.

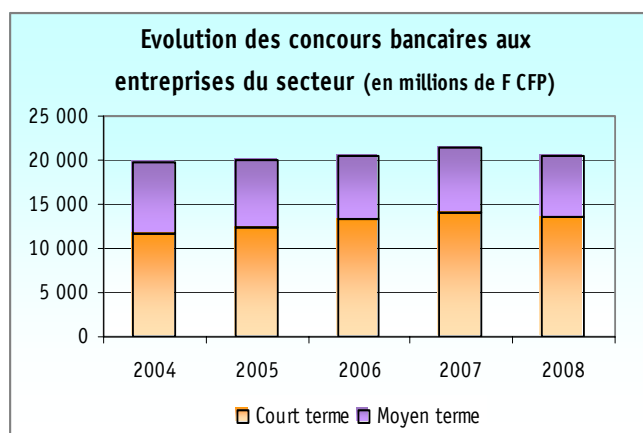
Sur la même période, le commerce alimentaire affiche un recul de ses effectifs, notamment en 2006 et 2007, années pendant lesquelles le ralentissement de leur courant d'affaires a contraint les entreprises de ce secteur à procéder à des compressions de personnel. Le commerce d'équipement industriel en a également subi les conséquences, avec des taux de variation des effectifs très proches de ceux de leur activité.



En 2008, les concours bancaires consentis aux entreprises du commerce de gros représentaient 12 % du total des risques bancaires sur les entreprises. L'encours de ces crédits est passé de 31,3 milliards de F CFP en 2004 à 40,8 milliards en 2008, soit un taux de croissance annuel moyen de 7 %, ce taux étant de 3,9 % pour l'ensemble des entreprises.

L'endettement des grossistes est principalement constitué de crédits à court terme, avec plus de 2/3 du total, afin de financer un besoin de trésorerie important généré par leur cycle d'exploitation. En effet, ces entreprises sont confrontées à des délais de paiement de leur clientèle relativement longs et doivent gérer des stocks de marchandises importants en raison de l'éloignement des lieux d'approvisionnement. En l'espace de cinq ans, les crédits à court terme ont augmenté de 17,5 % tandis que ceux à moyen terme ont reculé de 16,8 %.

La vulnérabilité de ces entreprises s'est réduite au cours de ces dernières années. Après un sommet atteint en 2004, avec 973,1 millions de F CFP, l'encours de leurs créances douteuses n'a cessé de reculer pour se stabiliser à 570,1 millions de F CFP en 2008, représentant 2,8 % de l'encours global des crédits accordés au commerce de gros (4,8 % en 2004).



L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE DES ENTREPRISES DU SECTEUR

Méthodologie

L'étude financière du secteur est réalisée à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 3 exercices consécutifs (2005, 2006 et 2007) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'IEOM. Elle ne concerne que des entreprises constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles régies par des règles comptables et fiscales différentes. Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou trop particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

Afin d'avoir une meilleure visibilité du secteur, l'analyse financière a porté sur deux branches d'activités significatives : le commerce de gros alimentaire et le commerce de gros non alimentaire. L'analyse financière de ces branches indique des évolutions différenciées, notamment en termes d'activité, de rentabilité et d'équilibre financier.

L'échantillon retenu pour le secteur du commerce de gros alimentaire (référéncé selon la nomenclature des activités françaises sous les codes 513A à 513W) englobe 40 entreprises pour un effectif de 956 personnes. Celui de la branche du non alimentaire (codes 452A, 452B, 452J, 452K et 452V) est constitué de 59 sociétés employant 519 personnes.

Un secteur d'activité en progression continue avec une rentabilité plus élevée dans la branche non alimentaire

▲ Les entreprises du commerce de gros ont connu une augmentation sensible de leur activité entre 2005 et 2007. La progression en volume de la branche alimentaire a été de 14,3 % au cours de la période et celle du non alimentaire de 16,5 %, s'accompagnant d'une bonne rentabilité. La marge commerciale dégagée par la vente de produits non alimentaires a enregistré une croissance forte entre 2006 et 2007, avec + 23,7 %, pour une part de 26,4 % sur le chiffre d'affaires en 2007 (21 % en 2005 et 24,2 % en 2006). Dans l'alimentaire, la marge commerciale a suivi la tendance haussière de l'activité de la branche atteignant 21,1 % du chiffre d'affaires en 2007. Malgré la hausse prononcée des consommations intermédiaires en 2007, notamment dans la branche non alimentaire (+ 35,3 %), la valeur ajoutée a poursuivi une tendance favorable dans le secteur. Les entreprises ont relativement bien maîtrisé leurs charges de personnel dans la mesure où leur taux

de croissance n'a pas excédé celui du volume d'activité. En 2007, les charges de personnel absorbaient néanmoins une part importante de la valeur ajoutée produite (67,4 % pour l'alimentaire et 62,9 % pour le non alimentaire). La rentabilité d'exploitation est restée stable en 2007, avec un excédent brut d'exploitation (EBE) représentant 4,6 % du chiffre d'affaires dans le domaine de l'alimentaire et 5,9 % dans le non alimentaire. Les charges financières ont continué d'augmenter dans le commerce de gros alimentaire, contrairement au non alimentaire, principalement en raison de la rémunération des comptes courants d'associés. Les performances des entreprises du secteur ont conduit à une forte progression du résultat net (+ 20,8 % dans l'alimentaire et + 19,1 % dans le non alimentaire). La marge nette est restée stable, à un niveau plus élevé dans la branche non alimentaire (4,8 %) que dans l'alimentaire (2,4 %).

RESULTATS MOYENS (en milliers de F CFP)	ALIMENTAIRE				NON ALIMENTAIRE			
	2005	2006	2007	Δ 07/06	2005	2006	2007	Δ 07/06
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 104 273	1 189 558	1 262 095	6,1%	359 111	370 621	418 557	12,9%
Marge commerciale	234 058	248 648	263 957	6,2%	72 463	86 334	106 780	23,7%
+ Production de l'exercice	36 079	8 181	8 166	-0,2%	13 811	14 226	13 807	-2,9%
- Consommations intermédiaires	104 206	79 972	85 123	6,4%	34 248	36 221	49 015	35,3%
= VALEUR AJOUTEE	165 931	176 857	187 000	5,7%	52 026	64 339	71 572	11,2%
- Charges de personnel	109 857	119 579	126 058	5,4%	40 581	42 584	45 049	5,8%
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	53 768	56 464	58 665	3,9%	10 263	20 407	24 734	21,2%
- Dotations (nettes de reprises)	7 922	7 250	6 036	-16,7%	-14 245	-2 648	-4 902	85,1%
+ Autres produits et charges d'exploitation	1 343	3 193	3 518	10,2%	991	915	719	-21,4%
- Charges financières nettes	10 416	11 303	12 482	10,4%	2 002	3 719	3 593	-3,4%
= RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	36 773	41 104	43 665	6,2%	23 497	20 251	26 762	32,2%
- Impôts sur les bénéfices	6 404	9 823	9 789	-0,3%	5 308	4 307	5 444	26,4%
= RESULTAT DE L'EXERCICE	22 668	25 161	30 389	20,8%	16 616	16 865	20 090	19,1%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	39 426	32 076	42 543	32,6%	11 070	22 272	25 091	12,7%

RATIOS MOYENS								
STRUCTURE D'EXPLOITATION								
Valeur ajoutée / CA HT	15,0%	14,9%	14,8%	-0,1 pt	14,5%	17,4%	17,1%	- 1,3 pt
Stocks de marchandises / Achats (jours)	71,6	69,6	67,1	-3,6%	118,3	140,6	141,4	0,6%
Créances clients / CA HT (jours)	63,8	62,4	62,3	-0,2%	52,9	64,3	67,2	4,5%
Dettes fournisseurs / Achats (jours)	44,4	48,9	50,8	3,9%	45,3	65,9	72,6	10,2%
BFRE / CA HT (jours)	79,3	68,1	63,2	-7,2%	88,0	104,7	97,7	-6,7%
CAPACITE BENEFICIAIRE								
Marge commerciale / Vente marchandises	21,9%	21,1%	21,1%	-	21,0%	24,2%	26,4%	2,2 pts
EBE / CA HT	4,9%	4,7%	4,6%	-0,1 pt	2,9%	5,5%	5,9%	0,4 pt
EBE / VA	32,4%	31,9%	31,4%	-0,5 pt	19,7%	31,7%	34,6%	2,9 pts
Résultat net / CA HT	2,1%	2,1%	2,4%	0,3 pt	4,6%	4,6%	4,8%	0,2 pt
CAF / CA HT (jours)	12,8	9,7	12,1	24,7%	11,1	21,6	21,5	-0,5%

Un secteur d'activité bien structuré financièrement et peu endetté à moyen terme

▲ L'analyse de la structure financière des entreprises du commerce de gros indique un renforcement de leurs ressources propres en 2007, grâce aux profits réalisés ainsi qu'à l'accroissement des apports en comptes courants d'associés. Toutefois, la croissance de l'activité du secteur n'a pas dynamisé l'investissement de ces entreprises, leur endettement bancaire à moyen et long terme s'est sensiblement replié en 2007, aussi bien pour le commerce de gros alimentaire (- 20,5 %) que pour le non alimentaire (- 25 %). La consolidation du fonds de roulement net global (+ 21,9 % pour le commerce non alimentaire et + 8,7 % pour l'alimentaire) a permis cependant une meilleure couverture du besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE), en augmentation sensible pour le non alimentaire.

Pour le commerce de gros alimentaire, le BFRE est resté stable en 2007 : la hausse constante des créances clients, ajoutée à celle des stocks, a été compensée par l'accroissement des dettes fournisseurs. Dans la branche non alimentaire, le BFRE s'est inscrit en hausse, de 8,5 %, en raison d'un délai de rotation des stocks plus long ainsi que de la forte progression des créances clients (+ 16,6 %) liée à la croissance de l'activité des entreprises. Cette gestion du cycle d'exploitation a contribué à maintenir un équilibre financier satisfaisant grâce à l'amélioration sensible de la situation de la trésorerie. Le recours aux crédits bancaires courants a été plus modéré en 2007, aussi bien pour les entreprises de la branche alimentaire (- 5 %) que pour celles du non alimentaire (- 15 %).

PAPEETE
Juillet 2009

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (en milliers de F CFP)

	ALIMENTAIRE				NON ALIMENTAIRE			
	2005	2006	2007	Δ 07/06	2005	2006	2007	Δ 07/06
Ressources propres	231 832	241 642	266 020	10,1%	97 377	105 550	123 661	17,2%
+ Ressources emprunts structurels	71 454	53 198	42 207	-20,7%	18 860	23 077	17 343	-24,8%
<i>dont emprunts bancaires</i>	66 956	48 221	38 312	-20,5%	18 000	22 995	17 249	-25,0%
+ Amortissements et provisions	117 759	111 678	114 640	2,7%	28 436	36 022	38 283	6,3%
- Immobilisations brutes	238 347	229 079	229 934	0,4%	65 154	74 776	69 741	-6,7%
= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	182 698	177 439	192 933	8,7%	79 519	89 873	109 546	21,9%
Stocks et en cours	177 520	181 674	185 911	2,3%	91 602	114 016	124 210	8,9%
+ Créances clients	197 203	208 056	220 080	5,8%	53 287	68 228	79 545	16,6%
- Dettes fournisseurs	122 423	147 848	163 981	10,9%	43 252	64 013	75 177	17,4%
- Dettes fiscales et sociales	28 146	30 459	33 854	11,1%	10 995	10 566	13 166	24,6%
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	230 441	224 739	223 803	-0,4%	95 027	110 416	119 815	8,5%
Disponibilités et placements	24 125	25 010	40 517	62,0%	14 247	15 425	23 607	53,0%
- Crédits bancaires courants	86 300	72 651	69 030	-5,0%	22 546	33 357	28 360	-15,0%
= TRESORERIE	-62 175	-47 641	-28 513	-40,2%	-8 299	-17 932	-4 753	-73,5%

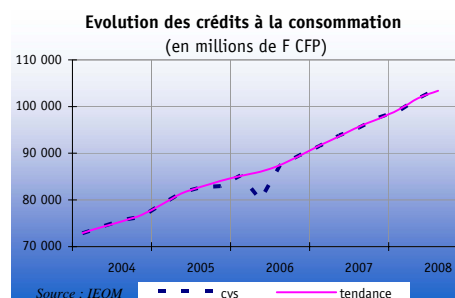
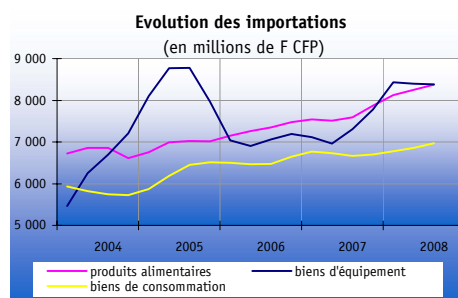
RATIOS MOYENS

AUTONOMIE FINANCIERE				
Intérêts / EBE	19,8%	24,7%	25,2%	0,5 pt
Concours bancaires courants / BFR	35,2%	32,3%	31,2%	-1,1 pt
STRUCTURE FINANCIERE				
Fonds propres nets / Capital social	195,6%	222,8%	260,7%	37,9 pts
Ressources propres / Capitaux permanents	76,4%	82,0%	86,3%	4,3 pts
Endettement financier / Ressources propres	68,0%	52,1%	41,8%	-10,3 pts
REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE				
Personnel (salaires et charges sociales)	66,2%	67,6%	67,4%	-0,2 pt
Pays (impôts et taxes)	5,2%	6,0%	6,5%	0,5 pt
Prêteurs (intérêts et charges assimilées)	6,4%	7,9%	7,9%	-
Entreprises (CAF)	22,1%	18,5%	18,2%	-0,3 pt

PERSPECTIVES DU SECTEUR

La santé du commerce de gros est étroitement liée à la consommation des ménages. En 2008, la consommation de produits alimentaires a semblé poursuivre une tendance haussière, leurs importations cumulées en valeur ont augmenté de 6,2 % sur l'année. Par ailleurs, l'importation de biens de consommation non alimentaires a également progressé, de 4,1 %, par rapport à 2007.

En outre, les crédits à la consommation des ménages ont continué de progresser en 2008, de 5,5 % par rapport à 2007, fortement soutenus par les crédits de trésorerie. Toutefois, il n'est pas à exclure qu'une partie de l'accroissement de ces concours bancaires soit davantage liée à une plus grande difficulté de trésorerie des agents économiques qu'à une propension réelle à consommer.



En 2008, le recul de l'emploi salarié (-2,3 %) et la hausse sensible des prix (+ 3,4 %) ont freiné la consommation des ménages. Le chiffre d'affaires des entreprises du commerce de gros, déflaté par l'indice des prix à la consommation, n'a augmenté que de 3,6 %, soit la croissance d'activité la plus faible enregistrée depuis 2004.

Enfin, dans un contexte de conjoncture économique particulièrement difficile tardant à restaurer pleinement la confiance des ménages, accentuée par la crise économique internationale, les incertitudes persistent quant aux perspectives d'activité et de rentabilité du secteur. La mise en œuvre d'un plan de relance de l'économie polynésienne annoncé par le gouvernement local ne devrait guère se traduire par des effets positifs avant la fin de l'année 2009.